

International Affairs

Nº 04 - AVRIL 2025

AUDIT ET ASSURANCES

Mesures pour la simplification et la réduction des charges administratives – Lois Omnibus

Dans la dernière édition de notre newsletter, nous vous résumions les propositions les plus significatives comprises dans le train de mesures Omnibus I. Depuis, les nouveautés suivantes sont apparues :

- **COM (2025) 80.** Proposition de directive connue comme *stop de clock*. Lors de l'assemblée du Parlement européen qui s'est déroulée du 30 mars au 3 avril, son traitement a été voté via la procédure d'urgence, des amendements ont été présentés et le texte final a été approuvé. Celui-ci a été publié au JOUE du 16 avril sous le titre [Directive UE 2025/794](#) du Parlement européen et du Conseil du 14 avril 2025, qui modifie les directives (UE) 2022/2464 et (UE) 2024/1760 concernant les dates à partir desquelles les États membres doivent appliquer certains réquisits de présentation des informations en matière de durabilité et devoir de vigilance de la part des entreprises. Tous les amendements présentés ([1](#) ; [2 à 11](#) et [12 à 17](#)) ont été rejetés et elle a été approuvée par 531 votes pour, 69 votes contre et 17 abstentions.

- **COM (2025) 81.** Proposition pour modifier la CSRD et la CS3D. Nous disposons déjà d'informations sur son traitement. Le rapporteur sera Jörgen Warborn (EPP) tandis que Janusz Lewandowski (EPP) sera le rapporteur pour l'avis d'ECON. D'autres commissions impliquées incluent le commerce international. Affaires extérieures, Emploi et affaires sociales et Environnement, climat et sécurité alimentaire. Le premier échange d'impressions s'est produit lors de la Commission JURI du 23 avril, qui a mis l'accent sur les différences significatives entre les différents groupes politiques, malgré la volonté de parvenir à un accord. Les dates suivantes, importantes pour le traitement par la Commission JURI, ont été communiquées : 4 juin, préparation de l'avant-projet du rapport ; 23 juin, présentation de l'avant-projet du rapport à la commission ; 27 juin, délai de présentation des amendements ; mi-juillet, analyse des amendements ; fin août, prise en compte des avis d'autres comités et 13 octobre, vote de JURI pour son transfert à l'assemblée du Parlement.
- Cette proposition de directive comprend aussi des changements qui concernent les normes déléguées sur la préparation des rapports en matière de durabilité, audit et changements apportés à la taxonomie.
- Ce [lien](#) redirige vers la discussion lors de la commission JURI du 23 avril, pour élargir les informations concernant la position des groupes politiques.

La proposition COM (2025) 87, révision du règlement du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, les modifications de la normes de présentation des informations en matière de durabilité (ESRS) et la proposition d'acte délégué de la taxonomie sont abordés plus en avant, dans la section sur les informations corporatives.

Rapport de la Commission des affaires juridiques du Parlement européen sur le rapport de la concurrence en 2024.

Le [rapport](#) sur la concurrence 2024 [2024/2079\(INI\)](#) a été débattu et approuvé par la Commission ECON. Après l'avoir reporté du 19 mars au 8 avril, les amendements proposés ont été accordés par plusieurs groupes politiques, qui ont approuvé les amendements transactionnels ci-joints ([lien](#)) à

l'exception de la CA qui modifiait le point 10 du rapport. À la place, l'amendement 175 a été approuvé.

Les amendements qui traitaient sur l'audit (297 ; 299 ; 307 ; 310 et 316) ont quant à eux été révisés dans l'amendement transactionnel E, qui a été approuvé, en laissant le paragraphe 21 comme suit :

E36. Notes with concern the high degree of market concentration in the European financial sector, as well as its sustained over-reliance on a limited number of non-EU service providers; notes that the three largest credit rating agencies still hold a market share of over 90 %; expresses concern about the continued high concentration in the public interest entities (PIE) audit market, with four firms mainly holding the vast majority of EU revenues for PIE audits, limiting choice and risking supervisory capture; invites the Commission to present an impact assessment on options to address these concerns; urges the Commission to carefully assess public tenders for expertise from audit market participants so that potential conflicts of interest are avoided;

Il est prévu que le rapport soit voté lors de la session plénière du Parlement, le 5 mai.

Directive sur la divulgation d'informations en matière de durabilité

Il n'y a aucun changement connu concernant la transposition de la CSRD dans les pays où elle était encore en cours en janvier 2025. Les propositions de modification ont retardé les progrès relatifs à la transposition. Nous avons été informés de certaines nouveautés qui concernent l'application en :

France :

- **CNCC** CSRD – EIP – Interdictions Interprétation des dispositions contenues dans le règlement 537/2014 et la directive 2006/43 après la transposition de la CSRD 2024-56 ([lien](#)).

- **H2A** :orientations sur le programme de contrôle en matière d’audits et experts indépendants pour 2025 ([lien](#)). Le H2A rappelle que depuis le 1^{er} janvier 2024, les experts indépendants et les auditeurs qui réalisent des missions d’assurances des informations relatives à la durabilité sont tenus de respecter une série d’obligations comprises dans la norme de transposition de la CSRD.

Pays-Bas :

- **NBA** sur l’effet de la proposition Omnibus alors que la directive n’a pas été transposée à la législation des Pays-Bas ([lien](#)).
- **AFM** l’Autorité des Marchés Financiers des Pays-Bas (AFM) a des doutes sur la proposition Omnibus de la Commission Européenne, mais soutient la rationalisation des réquisits d’information ([lien vers un article The Accountant NL](#)).
- NBA sur la formation d’accès aux audits et durabilité ([lien](#)).
- Les entreprises partagent leurs expériences sur CSRD à travers une plateforme d’informations pour les organisations d’entreprises ([lien](#)).

Allemagne :

- **WPK** Examen d’audit. Qu’implique le retard de l’implantation de la CSRD pour l’examen ? ([lien](#)).

Obligations vertes

- **ESMA** Consultation sur les normes qui doivent régir le travail des contrôleurs externes d’obligations vertes européennes. La consultation est ouverte jusqu’à fin mai ([lien](#)).
- **ESMA** publie la liste des entités qui remplissent les exigences visées dans les articles 69 et 70 du règlement relatif aux obligations vertes ([lien](#)).

Investissement privé dans les cabinets d’audit (Private Equity)

IFAC et Accountancy Europe analysent cette question. Lors du Forum de CEO d'IFAC, qui s'est déroulé ce mois-ci aux Pays-Bas, a eu lieu la présentation du travail mené à bien, qui comprend la compilation d'informations sur les investissements (ou désinvestissements) et des objectifs et caractéristiques de la participation. Plusieurs organisations professionnelles et régulatrices donnent leur avis à ce sujet, comme le FRC, qui a mis à jour sa position sur la restructuration du capital des cabinets d'audits ([lien](#)). L'autorité des marchés et valeurs (AFM) des Pays-Bas a partagé son avis ([lien](#)) et AICPA a demandé des commentaires sur les normes d'indépendance liées à l'investissement privé ([lien](#)).

Norme d'IAASB sur l'audit des entités moins complexes

IFAC propose d'appliquer des modifications aux SMO ([revisions to its Statements of Membership Obligations \(SMOs\)](#)), qui incluent l'évaluation de l'adoption de la NIA pour EMC comme faisant partie de l'obligation de promouvoir l'adoption d'autres normes internationales émises par l'IAASB. Les commentaires sont admis jusqu'au 8 août. Pour sa part, l'IAASB a publié un [guide pour son application](#).

Nouveautés dans d'autres pays

Outre celles mentionnées concernant la CSRD, nous avons été informés des nouveautés suivantes en :

- France

- La **H2A** a publié un document de questions et réponses (FAQ) sur la mission de l'auditeur d'une entité en faillite (procédure collective).
- La **CNCC** a publié une note technique sur les informations à communiquer concernant les honoraires de l'auditeur ([lien](#)).

- Italie

- La **CNDCEC** ([lien](#)) informe sur l'approbation de la loi qui limite la responsabilité des membres du Collegio Sindacale.

- Allemagne

- Norme sur l'audit IDW pour les entités moins complexes : réquisits complémentaires pour les cabinets d'audits d'états financiers consolidés (IDW PS KMU 10 (03.2025)) ([lien](#)).
- Présentation de l'auditeur pour une journée organisé par la **WPK** ([lien](#)).

- Royaume-Uni

- Le **FRC** publie différentes mises à jour ([lien](#)) pour recueillir le changement dans les critères de taille des entreprises. L'article suivant contient la nouvelle définition et les limites pour l'obligation d'audit ([lien](#) vers l'article). Publication d'une série de ressources destinées aux PME ([lien](#)).

- USA

- **PCAOB** a publié son [2024 Annual Report](#).
- **AICPA** invite à envoyer les commentaires relatifs à sa stratégie ([lien](#)).
- **PCAOB** publie un rapport avec la liste des améliorations importantes opérées dans les grandes compagnies [staff Spotlight publication](#).

Autres documents utiles et nouveautés

- **IAASB** a publié la [NIA 570 \(Révisée 2025\)](#) qui entre en vigueur pour les exercices clôturés à partir du 15 décembre 2026.
- La [NIA 240 \(Révisée\)](#) a été approuvée lors de la réunion de l'**IAASB** du mois de mars ([lien](#)). Cette réunion a également approuvé :
 - Un nouveau projet de modifications moins significative dérivées de la publication de la modification de l'IESBA relative à l'utilisation d'experts externes.
 - Le retrait de la NIEA 3410 sur les missions d'assurance sur les déclarations de gaz à effet de serre au moment de l'entrée en vigueur de la NIAS 5000.
- Il est prévu que l'**IESBA** et l'**IAASB** publient prochainement un document conjoint de FAQ sur la NIAS 5000. Pour alimenter ce document, l'IAASB propose de [débattre sur les questions d'implantation sur la norme](#).

- **IESBA** Launches Public Consultation on Auditor Independence for Audits of Collective Investment Vehicles and Pension Funds ([lien](#)).
- **IFIAR** publie son rapport annuel 2024 sur les découvertes lors des inspections ([lien](#)) et le rapport sur l'utilisation de la technologie dans les audits ([lien](#)).
- **IFAC** a publié la révision des Normes internationales de formation pour incorporer la durabilité ([lien](#)).
- **Accountancy Europe** envoie ses commentaires à **IAASB** relatifs à *Post-Exposure Consultation on Its Listed and Public Interest Entities Project* ([lien](#)).

INFORMATION CORPORATIVE

En matière de durabilité

ESRS

Le 28 mars, la commissaire de **DG FISMA** a envoyé une [lettre à EFRAG](#) sur le mandat de simplification des ESRS. Dans cette lettre, qui fait référence aux propositions de modification de la CSRD, la commissaire indique que la commission demande à **EFRAG** des conseils techniques pour simplifier ces normes.

Il s'agit d'un sujet complexe et pour l'aborder, EFRAG a ouvert une [consultation publique](#) sur la révision de l'ESRS 1, disponible jusqu'au 6 mai. **Accountancy Europe** travaille sur la réponse, à l'instar de Business Europe.

Accountancy Europe a rédigé une [déclaration sur la révision des ESRS](#) qui comprend : des processus non négociables (consultation et essais sur le terrain) et qu'il faut concevoir une procédure efficace, via les groupes de travail, et l'ajuster aux objectifs fixés par la Commission.

Concernant le calendrier qu'EFRAG étudie pour s'acquitter de la *deadline* d'octobre 2025 pour la révision, nous joignons un [document débattu à EFRAG](#) encore à l'état de brouillon.

Taxonomie

À l'issue du délai prévu pour l'envoi des commentaires sur la proposition [de changement des actes délégués de la taxonomie](#), et compte tenu que plusieurs membres d'AcE ont envoyé leurs commentaires, AcE proposera à son directeur de créer un groupe de travail chargé d'analyser cette question.

Le Comité ECON s'est réuni en audience avec M.L Albuquerque (Commissaire responsable de DG FISMA) sur l'avant-projet du règlement délégué qui modifie la taxonomie, ainsi que les modifications que la COM (2025) 81 ([lien](#)) prévoit d'introduire, ainsi qu'avec Teresa Ribera (vice-présidente exécutive de la transition propre, juste et compétitive de la Commission européenne).

COM (2025) 87 sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

Accountancy Europe a publié un [document](#) qui explique les principaux changements proposés par cette norme, qui se basent fondamentalement sur la portée. Ce [lien](#) montre la position de **Business Europe**.

Autres normes et nouveautés

- Règlement délégué (UE) 2025/422 de la Commission, du 17 décembre 2024, complétant le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant le contenu, les méthodes de préparation et la présentation des informations sur les indicateurs de durabilité relatifs aux incidences négatives sur le climat et aux autres incidences négatives liées à l'environnement ([lien](#)) (en lien avec les opérations relatives aux crypto-actifs).

- EU Emissions Trading System (EU ETS) – Verification and Accreditation Regulation (AVR) update, Batch 2 ([lien](#)).
- Correction des erreurs de la directive (UE) 2024/1203 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024, relative à la protection de l'environnement à travers le droit pénal qui remplace les directives 2008/99/CE et 2009/123/CE (DO L, 2024/1203, 30.4.2024) ([lien](#)).
- Traduction des normes sur la durabilité d'IFRS en espagnol et dans d'autres langues ([lien](#)).

Dans le domaine des informations financières

- Mise à jour des **IFRS** for SMEs Accounting Standard ([lien](#)).
- **IFRS** Accounting Taxonomy 2025 ([lien](#)).
- **Accounting Regulatory Committee** Formal results of voting on COMMISSION REGULATION (EU) .../... of XXX amending Regulation (EU) 2023/1803 as regards **International Financial Reporting Standards 1, 7, 9 and 10, and International Accounting Standard 7** (Text with EEA relevance) ([lien](#)).
- **ESMA** : lettre de commentaires adressée à IASB sur Exposure Draft Provisions – Targeted Improvements ([lien](#)).

AUTRES NOUVEAUTÉS

- En matière de blanchiment de capitaux **Accountancy Europe** a publié le document *New EU AML rules: advice for accountancy practitioners* ([lien](#)).
- En outre, le JOUE a publié :
 - Correction des erreurs du règlement (UE) 2024/1624 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024, relatif à la

prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme (DO L, 2024/1624, 19.6.2024) ([lien](#)).

- Correction des erreurs de la directive (UE) 2024/1640 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024, relative aux mécanismes à mettre en place par les États membres pour prévenir l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant la directive (UE) 2019/1937, et modifiant et abrogeant la directive (UE) 2015/849 (DO L, 2024/1640, 19.6.2024) ([lien](#)).
- **Saving and investments union** ([lien](#)). Stratégie pour diriger l'épargne vers les investissements productifs, à travers l'amélioration, comme l'union bancaire. L'idée vise à diriger l'épargne vers les investissements au lieu des dépôts bancaires.
- **Euractiv** indique que le GDPR – Règlement général de protection des données fera partie du prochain train de mesures d'Omnibus qui pourrait être repoussé jusqu'au mois de mai ([lien](#)).
- **Comment recruter des candidats pour des postes difficiles à pouvoir (article de la Commission européenne)**. Cet article étudie la proposition de la Commission pour pallier le manque de personnel, qui englobe les « professionnels de la comptabilité ». Des mesures sont ainsi établies pour la création de bourses d'emploi ou la formation de personnel local pour couvrir ces postes. Il fait référence à une proposition en cours ([lien](#)).

AUTRES SUJETS

Présence internationale de l'ICJCE

- Notre représentant exécutif d'**Accountancy Europe** a assisté cette semaine à une réunion de cet organe, qui a abordé la stratégie d'AcE vis-à-vis de la proposition de directive Omnibus qui modifie la CSRD et la CS3D.

- Une réunion de l'assemblée d'**Accountancy Europe** a été organisée, au cours de laquelle la stratégie pour 2025 et 2026 a été approuvée.
- Nous avons assisté à une réunion du forum de coordination des membres d'**Accountancy Europe** pour débattre et accorder la stratégie à suivre sur les matières qui affectent la profession.
- Nous avons célébré le Forum de CEO annuel d'**IFAC**.
- Nous avons organisé une réunion virtuelle avec **Accountancy Europe** pour aborder le plan de cette organisation vis-à-vis des membres.
- Nous avons assisté à une réunion du Sounding Board de **Business Europe** à laquelle IASB a présenté le projet Amortised Cost Measurement.
- **IFAC** a demandé à l'ICJCE son soutien pour la réalisation d'une étude sur l'attrait de la profession, réalisée par l'IAAER (International Association for Accounting Education and Research) et l'Université d'Australie occidentale (UWA - University of Western Australia). Pour ce faire, des questionnaires ont été rédigés, qui s'adressent aux professeurs d'universités et d'écoles supérieures, ainsi qu'aux employés des cabinets d'audits. Le questionnaire est disponible sur ce lien <https://bit.ly/IFACPerceptionsSurvey>. Nous vous invitons à le divulguer si vous le jugez opportun, afin de recueillir aussi les informations de notre pays.
- La chambre de commerce d'Italie à Barcelone a envoyé une offre publique pour la réalisation de missions d'audit de suivi des activités d'un projet européen (**MEDinCHAMBERS**), financé par le programme. Vous trouverez les informations dans la section « [offres d'emploi et appels d'offres](#) » du site Web de l'ICJCE.

Vous pouvez consulter d'anciens numéros sur ce [lien](#)

Bulletin numérique élaboré par l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España

www.icjce.es

[Demander la résiliation](#)

Cet e-mail et les documents joints s'adressent exclusivement aux destinataires indiqués. L'information contenue peut être CONFIDENTIELLE et/ou être PROTÉGÉE PAR LA LOI, et elle ne représente pas nécessairement l'avis de l'ICJCE. Si vous avez reçu cet e-mail par ERREUR, merci de le communiquer immédiatement à l'expéditeur et de l'ÉLIMINER, car VOUS N'ÊTES PAS AUTORISÉ à utiliser, révéler, distribuer, imprimer ou copier une partie ou la totalité des informations qu'il contient. Merci.